

SORTIR DES FAIBLESSES INTERNES À L'AFRIQUE POUR UN NOUVEAU DÉPART DÉCISIF

« Aujourd'hui, quelle que soit la tendance politique à laquelle on adhère, quelle que soit la couche sociale à laquelle on appartient, on a besoin de personnes à qui se référer pour découvrir les pistes de l'avenir » (Maryse Quashie).

**Germain KAMBALE
MAKWERA, S.J.,**
Rédacteur en Chef
adjoint de *Congo-
Afrique*, Professeur
à l'Université de
Lubumbashi.
germainkambale@
gmail.com

Il y a 60 ans, ce fut l'aube d'une nouvelle ère dans 17 pays africains dont la RD Congo. Un bel air de liberté avait envahi l'Afrique subsaharienne au rythme des hymnes composés pour la circonstance. Des chaînes se sont brisées. Des États pouvaient, enfin, prendre leur destin en mains !

Que reste-t-il encore de cette belle époque où tout rêve semblait être possible et autorisé ? 60 ans après, qui pouvait soupçonner les crispations sociales actuelles, le climat orageux de travail ; voire même des possibles révolutions issues d'un ras-le-bol ? Quelles leçons peut-on tirer d'une aussi longue période pour prévenir les générations futures ?

Ces questions rappellent que l'année 2020 est, en effet, incontestablement spéciale. Elle est une occasion de se pencher sur le chemin parcouru et sur celui qu'il reste encore à arpenter. Pour ce faire, suffit-il, chaque année ou presque, au nom d'un peuple dont l'humanité (la dignité, le respect) est froidement bafouée, d'égrener des slogans creux tels que : « Objectif 80 », « Plan Mobutu », « Cinq chantiers », « Révolution de la modernité », « le Peuple d'abord », et que sais-je encore ?

60 ans après, les lignes ont entretemps bougé. Le patrimoine hérité de la colonisation est complètement détruit ; et ce, dans les domaines aussi majeurs que les infrastructures, les institutions, l'administration, la justice, l'armée, etc.

Les infrastructures léguées par les anciennes puissances coloniales, en RD Congo et dans quelques autres pays africains, sont devenues obsolètes et contribuent, de ce fait, à l'augmentation des prix des produits de première nécessité. Les institutions

sont gangrenées par le trafic d'influence, la corruption, le despotisme et le népotisme. Les fraudes les plus importantes sont même organisées par des animateurs des institutions qui sont supposées les combattre. Une administration en berne dont les fonctionnaires sont mal payés. Une justice sélective et de façade, l'impunité étant devenue un mode de vie qui arrange les « élus ». Combien de criminels ne sont-ils pas protégés au plus haut niveau de nos forces de sécurité et de défense ? Une armée dirigée par des généraux sous sanctions internationales ; et même des généraux accusés d'entretenir une forme de collusion avec les groupes armés (près de 130 groupes armés) qui sévissent dans la partie orientale de la RD Congo¹. Que de trahisons au sein d'une armée *supposée* être gouvernementale ! À quand le ménage dans l'armée congolaise ?

En dépit de toutes ces difficultés, des voix s'élèvent pour déclarer que l'année qui vient de s'ouvrir doit être celle de l'action², celle de l'affirmation d'une indépendance économique. S'agit-il encore d'une incantation démagogique de trop ?

Quoi qu'il en soit, pour garantir une action ou une indépendance économique, des nuages, qui aujourd'hui obscurcissent l'horizon, doivent être courageusement écartés : une gouvernance avisée et un effort durable dans plusieurs directions sont attendus. C'est en ce sens que Bila-Isia plaide pour un État fonctionnel comme socle de toute construction. Il s'agit d'un État dont les attributs donnent un contenu à la fois éthique et matériel, et qui assurerait des investissements dans des secteurs comme les infrastructures (Gyavira Mushizi), l'éducation, et autres.

Dans ce processus de construction, plus que des ajustements à dose homéopathique ou des colmatages teintés d'une analyse contextuelle insuffisante, des réformes structurelles mûries s'imposent : la gratuité de l'enseignement (Johan Verhaghe), la lutte contre la corruption (Kä Mana) et le combat pour une meilleure gouvernance (Kasereka Kavwahirehi). Ces réformes consisteraient à anticiper les conséquences financières et institutionnelles, à assainir une administration actuellement pléthorique et inefficace, etc. C'est de cette anticipation dont la RD Congo et quelques autres pays d'Afrique subsaharienne ont besoin si l'enjeu est de poser les véritables bases d'un développement à long terme. ■

1 Lire : « RD Congo, quatre ans pour convaincre », in *Jeune Afrique*, n°3080, du 19 au 25/01/2020, p. 24.

2 Cf. Discours de Félix-Antoine Tshisekedi sur l'état de la nation, le 13 décembre 2019.